

Hier, après plusieurs reports, les 4 délégués syndicaux des organisations syndicales FO, CGT, CFDT et CFE-CGC, accompagnés des représentants de leur fédération nationale ont eu des échanges avec notre PDG, Henri Poupart Lafarge qui s'est voulu rassurant sur le projet Alstom/Bombardier.

Coté FO nous avons notamment souligné les inquiétudes sur l'emploi ainsi que la future gouvernance du groupe avec le futur actionnaire de référence qui deviendrait canadien si le projet est accepté par Bruxelles.

### 1) L'intérêt de l'opération...

Selon notre PDG Nous sommes dans une phase de transition sur la mobilité et la crise actuelle va l'accélérer. L'intérêt selon lui est l'apport « géographique » des activités ferroviaires de Bombardier qui complètent celles d'Alstom ainsi que des « produits » complémentaires de ceux d'Alstom.

Par ailleurs l'organisation de Bombardier est similaire à la nôtre, contrairement à Siemens.

Il précise qu'il faudra cependant redresser la situation de Bombardier vu ses difficultés.

### 2) Avancement du projet vis-à-vis de la commission européenne.

Notre PDG espère « clore » les discussions avec la commission européenne pour mi-juillet. Contrairement au projet siemens peu de problèmes, vis-à-vis de Bruxelles sont attendus coté signalisation.

Par contre, coté matériels roulants, il est possible que des « remèdes » soient demandés. Il y a des points pouvant concerner la France.

Si des remèdes sont demandés notre PDG a affirmé qu'il y aura vigilance pour vendre à un concurrent « responsable » les activités concernées.

### 3) Charge en France et stratégie industrielle.

Globalement, pour notre PDG, pas d'inquiétude dans l'immédiat sur la charge en France côté Alstom à l'exemple de VPF où il y a une montée en puissance. Pas d'inquiétude non plus pour le site de Bombardier Crespin. Pas d'engagement formel sur le maintien de l'emploi car, pour notre PDG, c'est « trop compliqué », c'est la charge qui détermine l'emploi...

Dans un premier temps la priorité, selon notre PDG, sera d'intégrer les activités ferroviaires de Bombardier, chacun continuant les projets lancés.

### 4) Montage financier et future gouvernance.

La Caisse des Dépôts et des Placements du Québec (CDPQ) sera le 1<sup>er</sup> actionnaire avec 18% des actions est, selon notre PDG, un investisseur de long terme « peu interventionniste ».

Afin de limiter au maximum l'endettement et pour éviter de mettre en danger le bilan d'Alstom l'opération consiste en grande partie à :

- Payer ces activités Ferroviaires avec des actions d'Alstom le groupe Bombardier (la holding) et la CDPQ ;
- Une augmentation de capital ;

### 5) Analyse FO.

Les questions de fond demeurent : Stratégie industrielle inconnue, détails des synergies inconnus, pas d'engagement sur l'emploi. Sans compter les cessions d'activités qui pourraient être demandées par Bruxelles... et les effets économiques de la crise sanitaire, inconnus sur le long terme, sur le ferroviaire.

Il FO donc rester vigilant tant du côté des salariés d'Alstom que de ceux de Bombardier ou de nos sous-traitants respectifs .